

Face au monologue anti-social du ministère et des rectorats, réorientons nos forces militantes vers le terrain !

L'objet essentiel du thème 4 du congrès est de réfléchir à la façon de faire aboutir les mandats que nous définissons dans les trois autres thèmes.

Comme nous sommes syndicalistes, nous savons que cela passe par deux choses : les mobilisations et le développement du syndicalisme, comme outil pour construire ces mobilisations et comme force de négociation. Sur ces différents plans la période est compliquée : le covid a arrêté net la mobilisation sur les retraites et même s'il y a des mouvements dans différents secteurs cela reste difficile. Notre échec à mettre un coup d'arrêt aux politiques profondément libérales à l'œuvre dans l'Éducation est une catastrophe pour l'École que nous voulons mais il pèse aussi sur la syndicalisation. Il n'y a certes pas de solutions miracles pour stopper cette chute qui affecte tout le syndicalisme, y compris son versant réformiste. Pour autant, nous devons nous poser la question de réorienter notre militantisme. Car de fait, tout ce qui nous éloigne des collègues sur le terrain nous pénalise : en 10 ans le SNES-FSU a perdu plus de 11 % de ses effectifs dont plus de 5 % depuis 2019, l'accélération de ces réformes avec celle de la politique de Blanquer, l'entrée en application de la Loi de Transformation de la Fonction Publique, et le covid.

La Loi de Transformation de la Fonction Publique a considérablement réduit nos capacités à défendre nos collègues dans des instances dites de « dialogue social », mais elle n'a pas forcément réduit pour autant le nombre de réunions. Aux différents niveaux le ministère et les rectorats se vantent d'un « dialogue social » qui s'apparente le plus souvent à un monologue anti-social. La réalité c'est que nous ne parvenons pas à gagner dans certaines de ces réunions. Nous y faisons des déclarations, nous posons des questions auxquelles l'administration ne répond pas ou en partie seulement, et nous apparaissions comme impuissant·es.

Ces réunions mobilisent des militant·es qui ne sont plus alors sur le terrain. Les journées ne faisant que 24 heures pour toutes et tous, ces instances nous éloignent de ce qui devrait être l'essentiel de notre travail militant : aller rencontrer les collègues sur leur lieu de travail, animer des heures d'information syndicale, construire les mobilisations. Ce n'est sans doute pas d'ailleurs involontaire de la part de nos interlocuteurs·trices. Il ne s'agit évidemment pas de boycotter les réunions d'instances officielles de façon systématique mais de s'interroger et de faire des choix : se demander où il est véritablement utile d'être dans une délégation complète, sortir quand nous n'y rencontrons que le mépris de l'administration, expliquer ces choix et utiliser les heures de décharges pour ce à quoi elles devraient servir en priorité : aller dans les établissements.

Elisabeth Hervouet, École Émancipée, Créteil.